

Convention collective départementale

IDCC : **934** | **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES**

(Indre)

(4 avril 1977)

(Étendue par arrêté du 27 avril 1979,

Journal officiel du 19 mai 1979)

Accord du 10 décembre 2021

relatif aux barèmes des taux effectifs garantis
au 1^{er} janvier 2022

NOR : ASET2250029M

IDCC : 934

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UIMM Indre,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

FO ;

CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Conformément à l'accord du 21 février 1991 et à la convention territoriale, les taux effectifs garantis (TEG) annuels sont fixés comme indiqué à l'article 3 du présent texte.

Article 2

Le barème détermine le minimum garanti annuel en-dessous duquel ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte travaillant normalement pour un horaire mentionné de 151,67 heures.

(Voir page suivante.)

Article 3

À compter du 1^{er} janvier 2022, le barème des taux effectifs garantis applicables aux personnels s'établit de la façon suivante :

Niveau	Échelon	Coefficient	Montant
I	O1	140	19 150 €
	O2	145	19 232 €
	O3	155	19 352 €
II	P1	170	19 413 €
		180	19 493 €
	P2	190	19 603 €
III	P3	215	19 737 €
		225	19 809 €
	TA1	240	19 889 €
IV	TA2	255	20 210 €
	TA3	270	21 203 €
	TA4	285	22 728 €
V		305	24 646 €
		335	26 899 €
		365	29 216 €
		395	31 358 €

Article 4

Les taux effectifs garantis annuels ne servent pas de base de calcul à la prime d'ancienneté.

Article 5

Cet accord taux effectifs garantis est applicable à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 6

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques, aux entreprises de moins de cinquante salariés, visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 7

En application de l'article L. 2231-5 du code du travail, la partie la plus diligente notifiera à l'ensemble des organisations représentatives le présent texte.

Le présent accord, en application de l'article L. 2231-6 du code du travail est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par la loi.

Fait à Châteauroux, le 10 décembre 2021.

(Suivent les signatures.)